



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE SIT

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT DURABLE
et des POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES**

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement

N° 2009.133

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

**Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département
*Chevalier de l'ordre national du mérite***

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 « installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/425 du 12 avril 2005 relatif à l'installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air exploitée par la société MANUFACTURE DE BACCARAT à BACCARAT ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 25 juin 2009 ;

Considérant que des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé ont été enfreintes, notamment les prescriptions fixées aux articles 3, 4, 6, 9, 10, 11 et 12 du titre II de l'annexe I de cet arrêté ministériel ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions réglementaires est de nature à constituer un risque pour la santé des populations environnantes ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société MANUFACTURE DE BACCARAT, située sur le territoire de la commune de BACCARAT (54), est mise en demeure de respecter, **sous trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les prescriptions définies aux articles 3, 4, 6, 9, 10, 11 et 12 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2921 « installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ».

En particulier, l'exploitant doit :

- Désigner et former toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation de refroidissement, afin qu'elles appréhendent, selon leurs fonctions, le risque légionellose associé à ces installations. L'organisation de la formation ainsi que l'adéquation du contenu de la formation aux besoins sont explicitées et formalisées.
- Mettre à jour son analyse de risques de développement des légionelles pour prendre en compte l'ensemble des facteurs de risques identifiés, et notamment ceux identifiés dans l'analyse de 2007.
- Formaliser le plan d'entretien et de surveillance de son installation afin d'intégrer tous les facteurs de risques identifiés.
- Fixer le point de prélèvement des analyses de légionelles et justifier la représentativité de ce point.
- Mettre à jour le carnet de suivi de son installation de façon à ce que celui-ci mentionne explicitement :
 - les volumes d'eau consommés mensuellement ;
 - les périodes de fonctionnement et d'arrêt ;
 - les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en oeuvre) ;
 - les fonctionnements pouvant conduire à créer temporairement des bras morts ;
 - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
 - les modifications apportées aux installations ;
 - les prélèvements et analyses effectuées : concentration en légionelles, température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures etc.
- Annexer à ce carnet de suivi :
 - le plan de l'installation, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
 - les procédures (plan de formation, plan d'entretien, plan de surveillance, arrêt immédiat, actions à mener en cas de dépassement de seuils, méthodologie d'analyse de risques...) ;
 - le bilan périodique relatif aux résultats des mesures et analyses ;
 - les rapports d'incident ;
 - l'analyse de risques et actualisations successives ;
 - les notices techniques de tous les équipements présents dans l'installation.
- Faire réaliser un contrôle de l'installation par un organisme agréé : ce contrôle consiste en une visite de l'installation, une vérification des conditions d'implantation et de conception, et

des plans d'entretien et de surveillance, de l'ensemble des procédures associées à l'installation, et de la réalisation de l'analyse de risques.

- Faire apposer un panneau signalant l'obligation du port du masque à proximité de la tour et mettre à disposition des personnes susceptibles d'être exposées à l'aérosol de la tour de refroidissement des équipements individuels de protection adaptés.

ARTICLE 2

Faute pour la société MANUFACTURE DE BACCARAT de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

ARTICLE 4

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la société MANUFACTURE DE BACCARAT

et dont une copie sera adressée à :

MME le Maire de BACCARAT

NANCY, le **08 JUIL 2009**

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,



François MALHANCHE

